

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/48/ARG
13 juillet 1999

(99-2904)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: espagnol

SUBVENTIONS

Notifications de mise à jour présentées conformément à l'article XVI:1
du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les
subventions et les mesures compensatoires

ARGENTINE

La Mission permanente de l'Argentine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 25 juin 1999.

ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES

NOTIFICATION

1. Titre du programme de subventions, s'il y a lieu, ou brève description ou désignation de la subvention

Décret n° 257/99 sur la modernisation du secteur agricole, portant création d'un régime de rénovation et de modernisation du parc de tracteurs, moissonneuses-batteuses, remorques et autres machines et outils à usage agricole, et Résolution n° 204/99 du Secrétariat à l'industrie, au commerce et aux mines, portant création du Registre des entreprises productrices de tracteurs, moissonneuses-batteuses, remorques et autres machines et outils à usage agricole.

2. Période sur laquelle porte la notification

Jusqu'au 30 juin 1999.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Préserver la compétitivité du secteur de la production de machines et d'outils agricoles en facilitant l'accès à la modernisation du secteur agricole qui traverse une crise due à des facteurs conjoncturels externes.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

Décret n° 257 du 19 mars 1999 et Résolution n° 204 du 19 mars 1999.

5. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Émission d'un bon à utiliser pour le paiement des impôts.

6. À qui et comment la subvention est accordée (indiquez si elle est accordée aux producteurs, aux exportateurs ou à d'autres personnes; par quel mécanisme; s'il s'agit d'une somme fixe par unité ou d'une somme variable; dans ce dernier cas, indiquez comment elle est déterminée).

Les bénéficiaires sont les entreprises qui produisent et vendent des tracteurs, des moissonneuses-batteuses, des remorques et d'autres machines et outils à usage agricole, et ont inscrit ces produits au registre prévu à cet effet.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention (avec indication, si possible, du montant unitaire moyen de la subvention de l'année précédente). Dans les cas où il n'est pas possible de fournir des renseignements sur le montant unitaire de la subvention (pour l'année sur laquelle porte la notification, pour l'année précédente, ou pour les deux), donnez une explication circonstanciée.

Le bon ou certificat de crédit d'impôt correspond à 10 pour cent du prix de vente des produits pour les entreprises qui fabriquent les marchandises mentionnées plus haut et qui les vendent directement ou par l'intermédiaire de concessionnaires ou de représentants.

8. Durée de l'aide et/ou d'autres délais en rapport avec cette aide, y compris la date de son institution/de sa mise en application

Le régime sera d'application jusqu'au 31 décembre 1999.

MODERNISATION DU SECTEUR AGRICOLE

Décret n° 257/99

Portant création du Régime de rénovation et de modernisation du parc de tracteurs, moissonneuses-batteuses, remorques et autres machines et outils à usage agricole.

Buenos Aires, le 19 mars 1999

Journal officiel: 24 mars 1999

VU le dossier n° 060-001301/99 du Registre du MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES TRAVAUX ET SERVICES PUBLICS, et

CONSIDÉRANT

Que le programme économique en cours vise à parvenir à une utilisation optimale des ressources productives disponibles afin d'obtenir une baisse des coûts réels et une hausse du revenu par habitant;

Qu'à cette fin, il faut encourager l'accès à la modernisation de la structure de production du pays, en particulier dans le secteur agricole qui traverse actuellement une crise due à des facteurs conjoncturels externes;

Que les mesures prises pour atteindre ces objectifs doivent s'appliquer à l'aide de mécanismes qui facilitent la reconversion de la structure de production du secteur;

Que l'on vise ainsi à préserver la compétitivité de la branche de production nationale de machines et d'outils agricoles;

Que, compte tenu du contexte, le gouvernement se propose d'aider cette branche de production, sans relâcher ses efforts constants visant à maintenir l'équilibre des comptes publics;

Que la DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES du MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES TRAVAUX ET SERVICES PUBLICS a pris les mesures qui lui incombent;

Que, compte tenu de ce qui précède, le présent Décret est promulgué en vertu des pouvoirs conférés par l'article 99, paragraphe premier, de la CONSTITUTION NATIONALE;

Le PRÉSIDENT DE LA NATION ARGENTINE DÉCRÈTE:

Article premier - Un Régime de rénovation et de modernisation du parc de tracteurs, moissonneuses-batteuses, remorques et autres machines et outils à usage agricole est établi.

Article 2 - Le présent régime inclut les entreprises qui fabriquent des tracteurs, des moissonneuses-batteuses, des remorques et d'autres machines et outils à usage agricole, et qui vendent ces biens neufs de fabrication nationale afin d'investir dans des activités économiques dans le pays. Le régime établi par le Décret s'applique aux opérations de vente effectuées jusqu'au 31 décembre 1999 inclus. Il consiste en l'émission d'un bon à utiliser pour le paiement des impôts, qui correspond à DIX POUR CENT (10%) du prix de vente des produits énumérés au paragraphe précédent. Ce bon est remis aux fabricants nationaux desdites marchandises qui les vendent directement ou par l'intermédiaire de leurs concessionnaires ou de leurs représentants.

Article 3 - Aux fins du présent régime, les bénéficiaires sont les entreprises qui produisent et vendent des tracteurs, des moissonneuses-batteuses, des remorques et d'autres machines et outils à usage agricole et qui les ont inscrits au registre tenu à cet effet par le SECRÉTARIAT À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AUX MINES DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES TRAVAUX ET SERVICES PUBLICS.

Article 4 - On entend par prix de vente des biens énumérés à l'article 3 celui qui ressort de la facture et/ou du document équivalent, net d'impôts, rabais, bonifications et/ou frais. Du prix ainsi déterminé est déduit le montant résultant de l'application des DIX POUR CENT (10%) visés à l'article 2. Ce montant doit être enregistré à part sur la facture et/ou le document équivalent puisqu'il doit constituer une réduction effective du prix de vente en vigueur, conformément aux modalités que doit définir l'autorité compétente. Ce montant ne fait pas partie de la base d'imposition pour la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et est en outre considéré comme non imposé aux fins du calcul de l'impôt sur les bénéfices lors de l'établissement de la base d'imposition de cet impôt.

Article 5 - Les bénéficiaires du présent régime peuvent demander à l'autorité compétente d'émettre un bon destiné au paiement des impôts, à condition qu'ils aient effectué la livraison des biens aux acquéreurs, et que ces derniers les aient incorporés dans leurs actifs en tant qu'investissement dans leur exploitation.

Article 6 - Le bon mentionné à l'article précédent peut être utilisé par les bénéficiaires pour le paiement de la totalité des montants à verser au titre de l'impôt sur les bénéfices, de l'impôt sur les bénéfices minimums forfaitaires, de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), des taxes intérieures et de tout autre impôt national, provincial ou municipal en vigueur ou qui seront créés à l'avenir.

Article 7 - Dans le cas des opérations d'importation, il est possible d'utiliser le bon pour le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), à condition qu'il s'agisse de l'importation d'intrants, de parties et/ou de composants destinés à la fabrication des biens énumérés à l'article 3, ou encore de biens d'équipement affectés à la production.

Article 8 - Les biens visés par le présent régime ne bénéficient pas des dispositions de l'article 2 lorsqu'ils sont vendus pour l'exportation. De la même manière, s'ils sont exportés par l'acquéreur, ce dernier doit rembourser à l'autorité compétente le montant déduit à titre d'incitation fiscale à l'achat majoré des intérêts prévus par la Loi n° 11.683 et ses amendements (T.O. 1998), calculés depuis la date d'acquisition de la marchandise jusqu'à celle de l'exportation, conformément aux dispositions de la Loi n° 22.415.

Article 9 - Le SECRÉTARIAT À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AUX MINES est l'autorité compétente chargée de l'application du présent régime et est expressément habilité à clarifier et à déterminer son champ d'application dans chaque cas, et à adopter des dispositions complémentaires.

Article 10 - Les provinces et les municipalités sont invitées à appliquer le présent régime.

Article 11 - Les dispositions du présent Décret entreront en vigueur le jour suivant sa publication au Journal officiel.

Article 12 - Pour communication, publication et transmission à la Direction nationale du registre officiel, et classement. Roque B. Fernández - Jorge A. Rodríguez - Carlos V. Corach.

Secrétariat à l'industrie, au commerce et aux mines

MODERNISATION DU SECTEUR AGRICOLE

Résolution n° 204/99

Portant création du Registre des entreprises productrices de tracteurs, moissonneuses-batteuses, remorques et autres machines et outils à usage agricole.

Buenos Aires, le 23 mars 1999

Journal officiel: 26 mars 1999

VU le dossier n° 060-001435/99 du Registre du MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES TRAVAUX ET SERVICES PUBLICS, et

CONSIDÉRANT

Que le Régime de rénovation et de modernisation du parc de tracteurs, moissonneuses-batteuses, remorques et autres machines et outils à usage agricole a été créé par le Décret n° 257 du 19 mars 1999;

Qu'il est donc nécessaire de créer un Registre d'inscription des entreprises productrices de tracteurs, moissonneuses-batteuses, remorques et autres machines et outils à usage agricole;

Qu'il faut également préciser la gamme de marchandises susceptibles d'être admises au bénéfice dudit régime;

Que, pour des raisons d'efficacité administrative, il convient de désigner l'organisme chargé de délivrer le bon visé à l'article 2 du Décret n° 257/99;

Que la DIRECTION JURIDIQUE DU SECTEUR DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES MINES de la DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES du MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES TRAVAUX ET SERVICES PUBLICS a pris les mesures qui lui incombent;

Que la présente résolution est adoptée en vertu des pouvoirs conférés par l'article 9 du Décret n° 257/99;

Le SECRÉTARIAT À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AUX MINES DÉCIDE:

Article premier - Le Registre des entreprises productrices de tracteurs, moissonneuses-batteuses, remorques et autres machines et outils à usage agricole est créé dans le cadre de la DIRECTION DE L'APPLICATION DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE de la DIRECTION NATIONALE DE L'INDUSTRIE du SOUS-SECRÉTARIAT À L'INDUSTRIE, conformément aux dispositions de l'article 2 du Décret n° 257/99.

Article 2 - Aux fins de l'inscription prévue à l'article 3 du Décret n° 257/99, les entreprises doivent présenter une demande sous la forme d'une déclaration sous serment, dans laquelle elles communiquent les renseignements demandés à l'annexe I qui, composée d'UN (1) tableau, fait partie de la présente résolution, sans préjudice d'autres renseignements qui pourraient être demandés à l'avenir.

Article 3 - Les entreprises productrices de tracteurs, moissonneuses-batteuses, remorques et autres machines et outils à usage agricole qui demandent à bénéficier du présent régime doivent présenter, parallèlement à leur demande d'inscription au Registre créé en vertu de l'article premier, une déclaration sous serment énumérant les biens qu'elles fabriquent et leurs prix respectifs nets d'impôt, en suivant les modèles reproduits aux annexes II et III qui, composées de DEUX (2) tableaux, font partie de la présente résolution.

Article 4 - Le formulaire d'inscription au Registre prévu à l'article premier de la présente résolution a été créé et sera mis à la disposition des entreprises enregistrées. Ce formulaire s'adapte aux modalités prévues par l'Ordonnance n° 1 du Sous-Secrétariat à l'Industrie en date du 7 janvier 1998 et ses amendements, conformément à l'annexe IV qui, composée d'UN (1) tableau, fait partie intégrante de la présente résolution.

Article 5 - Dès que le formulaire est émis, la DIRECTION DE L'APPLICATION DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE de la DIRECTION NATIONALE DE L'INDUSTRIE procède à l'évaluation de la description des biens, de leur position tarifaire dans la Nomenclature du commerce du MERCOSUR (NCM), et des prix déclarés.

Article 6 - Sont réputées comprises dans le régime créé par le Décret n° 257/99 les marchandises énumérées relevant des positions tarifaires de la NCM indiquées à l'annexe V qui, composée de DEUX (2) tableaux, fait partie de la présente résolution.

Article 7 - Les entreprises productrices de tracteurs, moissonneuses-batteuses, remorques et autres machines et outils à usage agricole demandent que leur soit remis le bon visé à l'article 3 du Décret n° 257/99 en présentant des communications mensuelles devant justifier les DIX POUR CENT (10%) de remise prévus à l'article 4 du Décret n° 257/99 par le biais de copies certifiées et authentifiées des factures de vente de la marchandise qui fait l'objet de la transaction. De même, elles doivent présenter une déclaration sous serment de l'acquéreur de la marchandise par laquelle ce dernier s'engage à ne pas s'en défaire avant UN (1) an.

Article 8 - La DIRECTION DE L'APPLICATION DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE de la DIRECTION NATIONALE DE L'INDUSTRIE est autorisée à signer le bon visé à l'article 3 du Décret n° 257/99.

Article 9 - Le modèle de bon reproduit à l'annexe VI qui, composée d'UN (1) tableau, fait partie intégrante de la présente résolution est approuvé.

Article 10 - Le Sous-Secrétariat à l'Industrie est habilité à prolonger et/ou modifier la liste des marchandises relevant des positions tarifaires indiquées à l'annexe V qui, composée de DEUX (2) tableaux fait partie intégrante de la présente résolution, lorsque des modifications interviennent dans la nomenclature tarifaire ou pour d'autres raisons dûment justifiées.

Article 11 - Le Sous-Secrétariat à l'Industrie est habilité à passer des accords avec des organismes provinciaux ainsi que des entités et associations commerciales, dans le but de conseiller les entreprises productrices de tracteurs, moissonneuses-batteuses, remorques et autres machines et outils à usage agricole établies dans des circonscriptions administratives provinciales, et à mettre en place les mécanismes qui garantissent l'efficacité et le suivi du présent régime.

Article 12 - La présente résolution entrera en vigueur le jour suivant sa publication au Journal officiel.

Article 13 - Pour communication, publication et transmission à la Direction nationale du Registre officiel, et classement. Alieto A. Guadagni.

ANNEXE I de LA RÉOLUTION SICM N° 204**DÉCLARATION SOUS SERMENT****RENSEIGNEMENTS À FOURNIR DANS LA DEMANDE D'INSCRIPTION
AU REGISTRE DES ENTREPRISES PRODUCTRICES DE TRACTEURS,
MOISSONNEUSES-BATTEUSES, REMORQUES ET AUTRES
MACHINES ET OUTILS À USAGE AGRICOLE.**

Le texte de la demande d'inscription, présenté sous la forme d'une déclaration sous serment, doit contenir les renseignements généraux ci-après:

- 1.1 Nom et prénom/raison sociale.
- 1.2 Adresse.
 - 1.2.1 Siège social.
 - 1.2.2 Adresse administrative, commerciale, et adresse des filiales.
 - 1.2.3 Emplacement des installations de fabrication de l'entreprise.
 - 1.2.4 Numéros de téléphone.
- 1.3 Objet de l'entreprise accompagné d'une copie certifiée conforme du contrat de société ou des statuts.
- 1.4 Numéro d'identification fiscale (CUIT).
- 1.5 Organisation de la commercialisation (ventes directes et/ou indirectes).

Si les transactions de l'entreprise sont effectuées entièrement ou en partie par l'intermédiaire de représentants et/ou de concessionnaires, prière de donner les renseignements ci-après les concernant:

- 1.5.1 Nom et prénom/raison sociale.
 - 1.5.2 Numéro d'identification fiscale (CUIT).
 - 1.5.3 Adresse/s et téléphone/s.
- 1.6 Pour les personnes que l'entreprise autorise à effectuer des démarches auprès du Registre des entreprises productrices de tracteurs, moissonneuses-batteuses, remorques et autres machines et outils à usage agricole, indiquer:

Nom et prénom, pièce d'identité, procuration.

ANNEXE II DE LA RÉOLUTION SICM N° 204

DÉCLARATION SOUS SERMENT

Entreprise:

Personne habilitée:

Siège social:

Téléphone:

PRODUIT	POSITION DE LA NCM	PRIX CATALOGUE, NET D'IMPÔT AU 31 DÉCEMBRE 1998	PRIX NET Application de la remise Décret n° 257/99 (article 4)

Lieu et date, signature du représentant légal ou du fondé de pouvoir.

ANNEXE III DE LA RÉOLUTION SICM N° 204

DÉCLARATION SOUS SERMENT

Entreprise:

Personne habilitée:

Siège social:

Téléphone:

PRODUIT	POSITION DE LA NCM	PRIX DÉCLARÉ, NET D'IMPÔT	PRIX NET Application de la remise Décret n° 257/99

Lieu et date, signature du représentant légal ou du fondé de pouvoir.

ANNEXE IV DE LA RÉOLUTION SICM N° 204

Direction nationale de l'industrie

Direction de l'application de la politique industrielle

Registre des entreprises productrices de tracteurs, de moissonneuses-batteuses, de remorques et d'autres machines et outils à usage agricole.

RÉSOLUTION SICM N°

NUMÉRO D'INSCRIPTION AU REGISTRE:
RAISON SOCIALE:

Buenos Aires,

Le seul but du présent formulaire est l'attribution d'un numéro d'inscription au registre établi en vertu de l'article premier de la Résolution SICM n° .

ANNEXE V DE LA RÉOLUTION SICM N° 204

Les marchandises relevant des positions tarifaires indiquées dans la présente annexe doivent être affectées aux activités du secteur agricole.

POSITION DE LA NCM	POSITION DE LA NCM	POSITION DE LA NCM	POSITION DE LA NCM
73090010	84232000	84248129	84283200
73090090	84233090	84248190	84283990
84186920	84248119	84282010	84321000
84193100	84248121	84282090	84322100

POSITION DE LA NCM	POSITION DE LA NCM	POSITION DE LA NCM	POSITION DE LA NCM
84322900	84335100	84351000	87011000
84323010	84335200	84361000	87019000
84323090	84335300	84362100	87162000
84324000	84335911	84362900	87163100
84328000	84335919	84368000	87163900
84332010	84335990	84371000	87164000
84332090	84336010	84378090	94060010
84333000	84336090	84798940	94060092
84334000	84341000	84798999	-

ANNEXE VI DE LA RÉOLUTION SICM N° 204

BON POUR LE PAIEMENT DES IMPÔTS

Article 2 du Décret n° 257/99 et article 9 de la Résolution SICM n°...

BON N° XXX-XXXX-XXXXX

N° d'identification fiscale (CUIT): XX-XXXXXXXX/X

Désignation:

Le présent bon est émis en vertu de la communication présentée au titre du dossier n° ... en date du ...

MONTANT DU PRÉSENT BON

DEVISE	MONTANT EN CHIFFRES	MONTANT EN LETTRES
Pesos		

Le présent bon est valable à partir du ... (jour, mois, année)

La Direction de l'application de la politique industrielle du Sous-Secrétariat à l'industrie délivre le présent bon aux conditions stipulées ci-dessus, à Buenos Aires, à la date indiquée.

FONCTIONNAIRE RESPONSABLE		DATE D'ÉMISSION
	Timbre et signature	

À APPROUVER AU MOMENT DE L'APPLICATION

Nous approuvons le présent bon en faveur de l'Administration fédérale des recettes publiques.

LIEU ET DATE	TIMBRE ET SIGNATURE	TITRE
